



“Le plus grand ‘fait d’armes’ des États-Unis dans la Guerre de l’information est à n’en pas douter la manipulation de l’opinion publique mondiale par la Maison-Blanche en 2003 à l’occasion de l’entrée en guerre contre l’Irak.” (Ici le secrétaire d’État américain de l’époque Colin Powell cherchant à convaincre l’Onu du choix américain.)

formation prend des proportions inédites sur certains médias sociaux, comme X (anciennement Twitter).

C’est ce qui vous fait écrire que la Guerre de l’information est “une menace mortelle pour nos démocraties” ?

En effet, il suffit pour s’en convaincre de relire Marc Bloch, qui écrivait à propos du peuple français avant la seconde guerre mondiale “qu’avons-nous fait pour lui fournir ce minimum de renseignements nets et sûrs, sans lesquels aucune conduite rationnelle n’est possible?”. Aujourd’hui, la diffusion massive de contenus désinformateurs et de théories du complot par des acteurs malveillants comme le Kremlin ou Pékin vise fondamentalement à saper les bases mêmes de tout régime démocratique, à savoir la possibilité même de s’entendre sur des faits, indépendamment de ses opinions.

Quelle doit être notre riposte face à cette “menace globale” ?

Plutôt que de riposter, je parlerais de défense informationnelle. Nos démocraties ne devraient pas s’abaisser à recourir aux mêmes armes que leurs adversaires, en commanditant des opérations de désinformation, et encore moins prendre prétexte de la lutte contre les manipulations de l’information pour adopter des mesures liberticides. Nous devons, si nous voulons restaurer la confiance dans nos médias et nos dirigeants, défendre la liberté d’opinion, la liberté d’expression et la liberté d’informer. Face à la guerre menée contre l’information par certains régimes autoritaires et les organisations terroristes qui leur sont liées, nous de-

“Nous devons envisager la création au plus tôt d’un réseau social européen de service public, qui ne reposerait pas sur un modèle de collecte des données à des fins de microciblage publicitaire et n’offrirait pas prise à des opérations d’amplification artificielle des contenus.”

vrons nous défendre par l’information. Il nous faut aujourd’hui plus que jamais investir dans le journalisme de qualité, le journalisme de vérification, et des médias indépendants tant du pouvoir politique que des influences économiques.

Vous souhaitez notamment un réseau social de service public. Expliquez-nous.

On peut malheureusement faire le constat de l’échec des tentatives d’autorégulation puis de régulation des réseaux sociaux comme Facebook, X-Twitter ou TikTok, dont le modèle économique repose très largement sur la diffusion de contenus désinformateurs ou mésinformateurs, qui sont pour eux des sources inaltérables de revenus publicitaires. Il est vain d’espérer qu’un acteur aussi peu coopératif qu’Elon Musk se pliera un jour à des règles européennes qu’en tant que libertarien il rejette par principe. Par conséquent, face à la gravité de la menace que représente la propagation de la désinformation, des contenus violents et des théories du complot sur les réseaux sociaux américains et chinois, nous devons plutôt envisager la création au plus tôt d’un réseau social européen de service public, qui ne reposerait pas sur un modèle de collecte des données à des fins de microciblage publicitaire et n’offrirait pas prise à des opérations d’amplification artificielle des contenus. Nous avons besoin d’urgence, pour nos esprits et ceux de nos enfants, d’une *safe zone* à l’abri des manipulations de l’information et respectueuse de nos libertés, de nos droits et de nos devoirs en tant qu’Européens.

Propos recueillis par écrit par Thierry Boutte